

REPUBLIQUE FRANCAISE

Pau, le 30/01/2015

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE PAU**

50, Cours Lyautey

CS 50543

64010 Pau cedex

Téléphone : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Greffé ouvert du lundi au vendredi de  
08h45 à 12h00 - 13h30 à 16h45

Dossier n° : 1300409-2

*(à rappeler dans toutes correspondances)*

ASSOCIATION FRANCE NATURE

ENVIRONNEMENT MIDI-PYRENNES FNE c/

PREFECTURE DU GERS

Vos réf. : arrêté 2012-08 du 5 décembre 2012

**NOTIFICATION DE JUGEMENT**

1300409-2

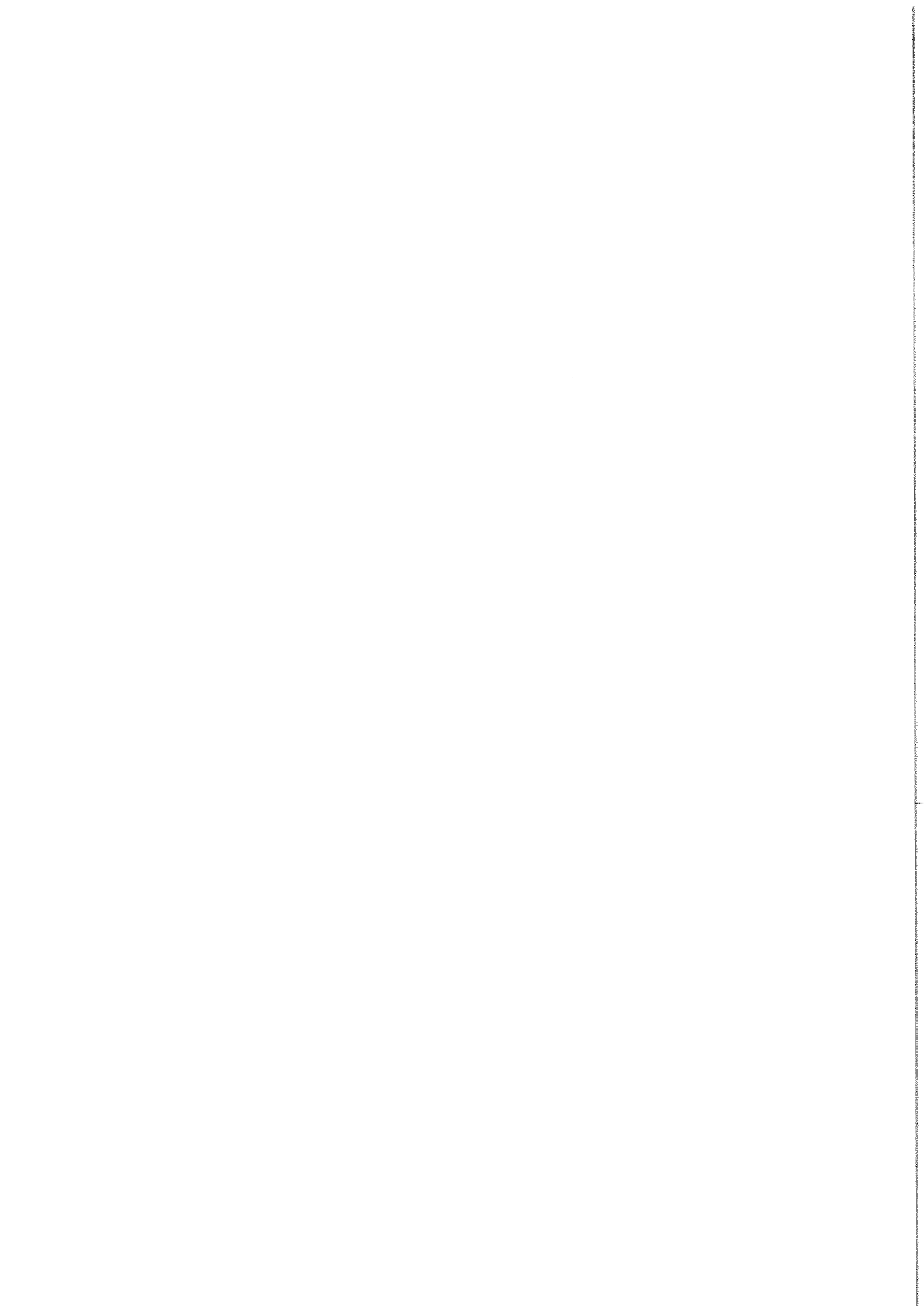
Monsieur le Préfet  
PREFECTURE DU GERS  
PLACE CLAUDE ERIGNAC  
CS 10322  
32007 AUCH cedex

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, à titre d'information, copie du jugement du 27/01/2015 rendu par le Tribunal administratif de Pau, dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Greffier en Chef,  
ou par délégation le Greffier,



**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE PAU**

al

**N° 1300409**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

ASSOCIATION FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

M. Caubet-Hilloutou,  
Président-rapporteur

M. Bourda,  
Rapporteur public

Tribunal administratif de Pau  
2<sup>ème</sup> chambre

Audience du 13 janvier 2015

Lecture du 27 janvier 2015

44-02

Vu la requête, enregistrée le 11 mars 2013, au greffe du Tribunal administratif de Pau, présentée par l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées, représentée par son président et dont le siège social est sis Maison de l'environnement, 14, rue de Tivoli à Toulouse (31000) ;

L'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées demande que le Tribunal administratif :

1. annule l'arrêté n° 2012-08 par lequel le préfet du Gers a, le 5 décembre 2012, autorisé, à titre dérogatoire, l'Institution Adour à détruire ou à altérer, dans le cadre du projet de retenue collinaire de la Barne, des milieux ou des individus appartenant à des espèces protégées ;
2. mette à la charge de l'Etat la somme de 750 € au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

.....  
Vu la décision attaquée ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 29 juillet 2013 au greffe du Tribunal, présenté par le préfet du Gers ;

Le préfet du Gers conclut au rejet de la requête ;

.....  
Vu le mémoire, enregistré le 9 août 2013 au greffe du Tribunal, présenté pour l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées ;

L'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées conclut aux mêmes fins par les mêmes moyens que par requête ;

.....

Le préfet du Gers conclut aux mêmes fins par les mêmes moyens que par défense ;

.....

Vu les mémoires, enregistrés les 7 novembre 2013 et 15 octobre 2014 au greffe du Tribunal, présentés par l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées ;

L'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées conclut aux mêmes fins par les mêmes moyens que par ses précédentes écritures ;

.....

Vu l'ordonnance portant clôture de l'instruction au 24 novembre 2014 dans les conditions prévues par l'article R. 613-1 du code de justice administrative, et postérieurement à l'émission de laquelle les mémoires produits n'ont, en vertu de l'article R. 613-3 du code de justice administrative, pas été examinés par la juridiction ;

Vu le mémoire, enregistré le 12 janvier 2015 au greffe du Tribunal, présenté par l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la directive n° 92/43 CEE du Conseil du 21 mai 1992, modifiée, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979, relative notamment à la motivation des actes administratifs ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement convoquées à l'audience publique qui a eu lieu le 13 janvier 2015, et au cours de laquelle le tribunal a entendu :

le rapport de M. Caubet-Hilloutou, rapporteur,  
les conclusions de M. Bourda, rapporteur public ;  
et les observations de M. Hourcade, juriste représentant l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées ;

Sur les conclusions tendant à l'annulation de la décision attaquée ;

1. Considérant que le préfet du Gers a fait usage de l'article L. 411-2 du code de l'environnement lequel dispose que : « *Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...) 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 [qui portent notamment sur la destruction des individus, des œufs, des nids ou des habitats naturels d'espèces protégées], à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne mise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...)* » ; que la dérogation délivrée dans le cadre de ces dispositions constitue une mesure individuelle ;

2. Considérant que l'article 2 de la loi susvisée du 11 juillet 1979 dispose que : « *Doivent être également motivées les décisions administratives individuelles qui dérogent aux règles générales fixées par la loi ou le règlement.* » ; que l'article 3 de la même loi précise que : « *La motivation exigée par la présente loi doit être écrite et comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision.* » ;

3. Considérant qu'il résulte de la combinaison de ces dispositions que lorsqu'elle délivre une dérogation à l'interdiction notamment de destruction des individus, des œufs, des nids ou des habitats naturels d'espèces protégées, l'administration doit mentionner dans sa décision les considérations de fait qui la conduisent à l'accorder, c'est-à-dire aussi bien les motifs, notamment de santé publique ou d'intérêt public majeur, qui militent au profit de cette dérogation que ceux qui portent à estimer qu'aucune autre solution satisfaisante n'était possible et que la population des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle est maintenue dans un état malgré tout favorable ;

4. Considérant que l'arrêté litigieux ne comporte aucune considération de fait ; que sa forme est donc substantiellement viciée ;

5. Considérant, en outre, que lorsque le dossier de demande de dérogation fait apparaître que les individus, les œufs, les nids ou les habitats d'autres espèces protégées que celles qui sont l'objet de la demande sont susceptibles d'être affectés par le projet, l'administration doit également se prononcer au vu de l'impact subi par ces espèces ;

6. Considérant que l'étude menée par l'Institution Adour sur le site de la retenue collinaire de la Barne faisait apparaître en pages 31 et 32 qu'il était occupé par la couleuvre jaune et verte et par le lézard des murailles lesquels, même si c'est à l'état de préoccupation encore mineure, sont des espèces protégées ; que le dossier ne révèle pas que, pour ces deux espèces, des solutions analogues à celles prévues dans l'arrêté au bénéfice de la salamandre tachetée ou le triton palmé étaient radicalement impossibles ;

7. Considérant, dès lors, que l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées est fondée à soutenir qu'en omettant de comprendre ces deux espèces dans son appréciation sur le point de savoir s'il devait ou non accorder l'autorisation de dérogation sollicitée par l'Institution Adour, le préfet du Gers a méconnu les dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement dont il a fait application ;

8. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'arrêté litigieux doit être annulé ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

9. Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat une somme de 200 € au titre des frais exposés par l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1er : L'arrêté n° 2012-08 par lequel le préfet du Gers a, le 5 décembre 2012, autorisé, à titre dérogatoire, l'Institution Adour à détruire ou à altérer, dans le cadre du projet de retenue collinaire de la Barne, des milieux ou des individus appartenant à des espèces protégées, est annulé.

Article 2 : L'Etat versera à l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées la somme de 200 € (deux cents euro) au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à l'association FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT de Midi-Pyrénées, à l'institution Adour et au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Copie pour information sera adressée au préfet du Gers.

Délibéré à l'issue de l'audience du 13 janvier 2015, où siégeaient :

M. Caubet-Hilloutou, président,  
Mme Buret Pujol, premier conseiller,  
M. Faïck, premier conseiller.

Lu en audience publique le 27 janvier 2015.

Le président,  
SIGNÉ  
J-N. CAUBET-HILLOUTOU

L'assesseur,  
SIGNÉ  
M. BURET PUJOL

Le greffier,  
SIGNÉ  
Y. BERGÈS

La République mande et ordonne au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme:  
Le greffier,